

24 juin 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie d'Alès (Gard) le lundi 24 juin 1985, sur la politique industrielle en matière de charbon.

Monsieur le maire,

- Vous avez bien voulu en commençant votre exposé me remercier d'être venu dans votre ville. Et pourquoi ne serais-je pas venu ? Aucune raison n'aurait expliqué que venant en Languedoc-Roussillon et particulièrement dans le Gard, je ne visite cette ville particulièrement éprouvée `Alès`, dont les souffrances sont visibles et dont la population continue d'être inquiète. Pourquoi ? C'était mon devoir que d'être sur place, à l'écoute des propos des responsables. C'est ce que je viens de faire. Vous avez posé une deuxième question. N'avez-vous pas dépassé la mesure ? Mais non. Où en serions-nous si dans une démocratie, les responsables élus ne disaient pas au Président de la République exactement ce qu'ils pensent et ce qui est selon eux. Non j'ai entendu votre exposé avec intérêt, avec attention et sans éprouver à aucun moment quelque retrait que ce soit.

- Sans doute les solutions auxquelles vous pensez n'ont-elles pu ou ne peuvent-elles être toujours mises en application mais je m'en expliquerai. Il n'empêche que moi-même, si longtemps élu d'une collectivité locale, maire, conseiller général, président de conseil général, je pense que les élus font leur devoir lorsque, comme vous l'avez fait, à la fois courtoisement et fermement, vous dites ce qui est à vos yeux le mal et ce qui pourrait être le remède. Donc, que ce soit clair.

- Je dirais même que je suis venu de Nîmes à Alès, non pas avec plaisir sachant fort bien les souffrances que supporte Alès et sa région mais avec amitié. On dira : "l'amitié on s'en moque, ce qu'on veut c'est du travail". Nous allons en parler tout à l'heure. En tout cas je tiens à le dire très simplement, ici même dans cet hôtel de ville, devant cette place où les uns et les autres expriment ce qu'ils sentent.)

Le problème qui nous est posé et qui vous est posé, c'est que vous avez vécu jusqu'à maintenant sur la base de puissantes industries traditionnelles ici à Alès. Nous en parlions dans l'automobile qui nous a amenés rapidement de l'entreprise Couzet à l'hôtel de ville. Ce n'est pas discutable. L'industrie lourde et la mine en premier lieu, le textile, ce sont nos industries traditionnelles. C'est-à-dire qu'historiquement elles sont inscrites dans le contexte économique du pays. Et les femmes et les hommes ont été formés pour cela. C'est ici, qu'enfants ils ont vu leurs parents appliquer leur travail face aux crises. Et celle-ci n'est pas la première : faudrait-il évoquer ici en Cévennes, la crise de la soierie ? Quel drame déjà et quelle reconversion payée du prix parfois du sang et en tout cas de bien des douleurs ! Sans parler de la tristesse qu'éprouvaient les amoureux de ce pays - amoureux parce qu'ils y étaient, parce qu'ils y travaillaient, parce qu'ils y vivaient - devant la destruction peu à peu de ce paysage, du moins du paysage humain dans un si beau paysage donné par la nature.

- Alors continuons de parler clair. Ces industries traditionnelles sont presque partout en péril, pas simplement ici. Je ne vais pas énumérer : la Lorraine ou le Nord et ici particulièrement. Ce n'est pas la première fois que j'entendrai parler de Ladrecht et de l'histoire de la mine et de la crise du textile et de tout ce qui touche à la métallurgie. Alors, je vous pose la question : est-il juste de s'adresser à ceux qui en peu d'années tentent de renverser le courant de destruction lente et rapide d'un tissu économique trop souvent dépassé ? La faute à qui ? Et ne devrait-on pas davantage serrer les coudes autour des responsables qui sont aujourd'hui entièrement mobilisés pour que cette situation soit enfin redressée.)

pour que cette situation soit enfin redressée.\

C'est pour cela que je ne crains à aucun moment de rencontrer les Français et particulièrement les travailleurs, les ouvriers, les employés. Qu'ils disent ce qu'ils pensent, ils ont raison. Je ferai comme eux. Et je ferai comme eux parce que c'est mon devoir. Ce n'est pas dans mes mains ni dans mon esprit que se trouvent les réponses à toutes les questions qui n'ont pas été apportées par ceux qui détenaient cet instrument, pas simplement l'Etat mais un ensemble d'entrepreneurs. Je parle de ceux auxquels nous pensons qui avaient cessé de penser que la compétition nationale et internationale exigeait plus d'audace, exigeait des investissements, exigeait que l'on pense davantage au devenir de l'entreprise et moins aux bénéfices privés.

- Oui, croyez-vous que cela s'est fait en quatre ans ? Vous avez dit 1952, c'était le point de départ de votre calcul. Oui mais au bout du compte les faits accumulés précipitent les désastres et ce n'est pas étonnant si pendant trente ans, on n'a pas assisté au redressement nécessaire, si, à partir de ces trente ans-là, on constate que la désagrégation s'accroît. A quel moment cela s'arrêtera-t-il d'un commun accord, par un dialogue démocratique ?

- Par un dialogue et par le contrat entre les diverses forces qui prennent part à la production de la France où l'on décidera de franchir le pas, non pas de laisser tomber ce qui est menacé mais non plus d'entretenir artificiellement ce qui n'a plus de chance de vivre. Vous me direz : mais, quoi ? Bien entendu, il faut mettre des cas concrets derrière cette définition.\

Tout le monde pense à la mine ici. Le charbon français est-il condamné ? Non ! Mais c'est selon ... selon sa teneur et selon son coût. La France achète en effet beaucoup de charbon à l'étranger. Pourquoi ? Parce qu'il est moins cher. On continue de produire du charbon français et même si c'est à perte, cela peut se comprendre et s'admettre lorsque la différence est supportable.

Imaginons ce que représente en capital la valeur d'entreprises fonctionnant, de travailleurs devant leur poste, sans parler également de l'infrastructure régionale qui se trouve d'un seul coup vidée de substance quand une entreprise ferme.

- Oui, on ne va pas entrer dans des calculs qui nous empêcheraient de voir clair mais il n'empêche que 7 milliards, aujourd'hui, de déficit par an à combler par la collectivité publique, c'est-à-dire par les contribuables, ne donneront pas davantage de travail à ceux qui participent à la mine mais risquent de les entraîner aussi dans une situation pire qui ne pourra plus être redressée.

- Voilà pourquoi il faut s'atteler à la besogne et partout pousser les mutations et les transformations. A prix d'hommes ? Non, pas à prix d'hommes. Chaque fois qu'on le peut, il faut faire les reconversions. Certaines ont été faites, je l'ai constaté, dans votre ville, puisqu'un certain nombre de mineurs y font aujourd'hui - et fort bien - autre chose. Ces reconversions, il faut les mener à coup de formation, chez les filles et les garçons et chez des gens déjà plus âgés qui ne sont pas en mesure d'apprendre les métiers qui seront pratiqués et qui seuls seront capables de répondre à l'invasion japonaise ou américaine, le cas échéant allemand, car les frontières vont devenir de plus en plus ouvertes - et c'est nécessaire - pour l'intelligence et le travail français. Nous ne sommes pas les derniers, nous sommes capables de relever le gant, de conquérir les marchés, nous avons parmi les meilleurs ouvriers de la terre et nous avons des cadres et des entrepreneurs qui méritent le respect.\

Il faut les aider et je veux les aider. Je ne peux pas le faire, nous ne pouvons pas le faire si nous devons redistribuer, ici et là, partout, des sommes qui viennent tout simplement de la nation française et qui, naturellement, doivent se diriger de préférence vers ce qui sera demain générateur d'emplois et de richesses plutôt que le contraire.

- Vous me direz : mais cela n'arrange rien. Je fais une constatation très simple et j'engage ma responsabilité. On me dit : mais voilà, c'est une sorte de trahison à des engagements. Quels engagements ? Ai-je jamais dit que l'on ferait le renouveau de l'industrie française en dépit et de la science et de la technique qui arrivent de partout démontrer que l'homme peut désormais commander la machine et créer des richesses ? Oui l'automatisation, oui la robotique, on dit "c'est ça la cause du chômage" ! Et pourtant, je constate que ce sont les pays les plus avancés sur le plan technique et sur le plan du progrès industriel qui ont aujourd'hui le moins de chômeurs. Comment cela s'explique-t-il ? Parce que nous sommes en retard ! Il ne sert à rien de faire de la

démagogie, vous ne l'avez pas fait, monsieur le maire `Gilbert Millet`. Mais je m'adresse ici à beaucoup d'autres qu'à vous. Il ne sert à rien de nier ce retard. Alors sera-t-on du parti de ceux qui baissent les bras ? Tel n'est pas mon cas et je le dirai partout aux Français sans me préoccuper d'autre chose que de dire ce que je crois être la vérité pour que le sursaut des Français soit un sursaut victorieux.

- Nous le pouvons, monsieur le maire. Naturellement, il faut travailler méthodiquement. Je viens de visiter les entreprises Crouzet. Là, il y a un certain nombre de centaines d'emplois - je crois que c'est 500 -. J'ai pu parler avec les travailleurs qui ont vraiment le sens de l'avenir, qui sont optimistes et qui ont le sentiment que, désormais, c'est du solide, en même temps qu'ils sont initiés à des technologies qui les intéressent, avec leurs mains, qui sont habiles, et leur intelligence qui est grande. Cela n'est naturellement qu'une petite partie de l'emploi à Alès mais c'est un emploi prometteur, c'est un exemple, il faut le suivre dans d'autres domaines.

- L'Etat doit-il encourager ? Naturellement, il doit encourager mais quand les conditions de rentabilité sont raisonnablement réunies. Toute autre attitude nous précipitera dans le désordre, le trouble et finalement la destruction alors que notre devoir est de procéder au contraire.\

Nous allons dans un instant descendre et je serais très heureux, mais nous n'avons pas beaucoup de temps puisque je dois me rendre au Vigan, j'aurais été très heureux de pouvoir circuler dans les rues d'Alès. Moi, vous savez, j'ai les oreilles tout-à-fait faites à ce genre de choses. D'ailleurs, cela se mélange, c'est difficile d'arriver à discerner, au bout d'un certain temps, les applaudissements de la réprobation, c'est un ensemble de choses : c'est la France, la France qui souffre, en l'occurrence. Elle est malheureuse, elle se tourne instinctivement vers le premier responsable du pays pour lui dire alors : on vous demande des comptes. Moi, je trouve que c'est juste. Nous sommes en démocratie, c'est normal qu'on me demande des comptes mais on ne doit pas me demander des comptes qui ne sont pas les miens ! Chaque Français doit se considérer aujourd'hui comme responsable de son pays ! Je ne suis pas, moi, tous les entrepreneurs de France ! Je ne suis pas tous les cadres, je ne suis pas tous les employés, tous les ouvriers ! Et il n'y a pas de caisse, là, comme ça, dans un coin, d'où l'on puisse tirer les louis d'or pour compenser les pertes de ceux qui ont décidément perdu la compétition aujourd'hui...

- Je ne parle pas de l'aspect social de ces choses. Bien entendu, tout ce qui est échec industriel doit être compensé par la solidarité. Naturellement, de ce point de vue, nous faisons beaucoup, croyez-le. Mais j'ai voulu attirer votre attention sur le problème général traité par M. le maire qui s'est placé surtout sur le -plan industriel.\

Je dois dire que les gouvernements qui ont été constitués depuis 1981 ont rouvert les dossiers et spécialement les dossiers d'Alès, ils ont rouvert les dossiers de Ladrecht, ils ont fait ordonner, procéder à de nouvelles études. Ils ont joué toutes les chances possibles. Les rapports sont ambigües. C'est vrai qu'ils disent : on doit pouvoir. Mais à quelles conditions ? On énumère les conditions et on s'aperçoit que cela représente des sommes considérables. On ne peut pas produire des tonnes de charbon dont chaque tonne coûterait quelque chose comme ... 250 francs de déficit.

- Cela n'est pas possible, sur un prix du charbon qui est à peine du double au total ? Ce n'est pas possible. Alors, est-il des moyens de mécanisation, d'automatisation ? Est-il des moyens d'investissement intelligents pour ranimer ce qui, pour l'instant a tendance à s'éteindre ? Mais, monsieur le maire, si on m'en apporte la démonstration ainsi que votre conseil général et votre conseil régional, vos syndicats, tous ceux qui participent à la vie du pays, mais j'en serais tout de suite d'accord ! L'essentiel, c'est que cela soit convainquant, démonstratif et pas simplement des mouvements d'humeur ou des mouvements politiques auxquels pourtant j'attache la plus grande importance, que je respecte.

- Seulement, voilà, la réponse où est-elle ? La réponse est que la France est solidaire. Il faut que la Cévenne vive, il faut qu'Alès se développe. Vous êtes pour l'instant dans le creux, comment est-ce qu'on va toucher le fond avec le pied pour pouvoir rebondir ? On a déjà commencé, mais c'est vrai qu'à l'addition de tous les emplois dont vous prévoyez la perte au cours de l'année et de l'année prochaine, on a le droit de s'inquiéter. Voilà pourquoi j'espère que ce rendez-vous sera

utile et je vous demanderai, monsieur le maire, si vous en avez l'occasion, si vous le voulez bien, avec d'autres responsables de ce département, de venir me voir. Seulement, quand vous m'aurez vu, ce n'est pas en fermant la porte de l'Elysée que vous pourrez vous dire "le Président de la République va faire tout à la place des autres". Vous ne me le demandez pas ? Bien entendu. Vous êtes un homme raisonnable, engagé, c'est bien.

- Raisonnable : je vous ai connu comme parlementaire, de même que j'ai connu votre prédécesseur, M. Roucoute, vous êtes des gens pas toujours bien commodes mais avec qui on peut parler, c'est bien comme ça. Et moi, le principal bénéfice que j'aurai retiré de ce voyage jusqu'ici c'est de vous avoir entendus avec aussi, deuxième avantage, d'avoir pu vous répondre. Merci.

- Vive Alès,
- vive le Gard,
- vive la République,
- vive la France !\